

Entre la dialectique du local et les impératifs du global: quels défis pour une citoyenneté pleine et entière des femmes africaines

Odile Ndoumbé FAYE

Depuis la quatrième conférence mondiale historique sur les femmes tenue en 1995 par les Nations Unies à Pékin en République populaire de Chine et à l'issue de laquelle une Plateforme d'Actions de Beijing a été adoptée, la valorisation du rôle et du statut de la femme, même si elle traverse les consciences, n'est pas encore une réalité absolue. En effet, les droits et opportunités pour les femmes sont régulièrement défiés par le conservatisme religieux et culturel dont le point de focalisation demeure le retour aux valeurs traditionnelles et à la religion. Dans ce contexte, la question des femmes se retrouve ainsi au cœur des débats en ce sens qu'elle est fortement liée à la dichotomie entretenue entre la modernité et la culture, le global et le local. On note ainsi que les mouvements, les choix, les opportunités et les droits des femmes sont de plus en plus assujettis aux contextes culturels et religieux dominants.

Universalisme vs relativisme culturel en Afrique et enjeux pour la citoyenneté des femmes

En Afrique, les transformations sont dominées à la fois sur le plan politique et économique par le prolongement de la crise économique dont les retombées sont importantes dans le domaine social et aussi par une crise idéologique marquée par de graves dérives telles que l'extrémisme violent. Cette crise se manifeste par une ambivalence entre l'universalisme et le relativisme et une interpénétration du local au global, remettant, au goût du jour, le commun désir de vivre ensemble. L'ambivalence réside sur le fait que c'est toute l'idéologie universaliste qui est remise en cause par le relativisme culturel et religieux et elle pose donc, de manière antinomique, ces deux approches. Quant à l'interpénétration du local au global, elle est fondée sur l'existence d'une prise de conscience globale que les dangers qui menacent le monde sont planétaires tels que les changements climatiques, les questions de paix et de sécurité, les crises alimentaires, la cybercriminalité, la cyberviolence, etc. mais au même moment, on prône des solutions à l'aune du relativisme culturel. Cette dernière approche est surtout marquée par des replis identitaires construits sur le fait que le monde ne saurait être conçu comme un tout unique évoluant de façon unilinéaire mais fondé sur une altérité.

La question féministe demeure ainsi le point de concentration de toutes ces tensions entre l'universalisme et le relativisme en ce sens que beaucoup de sociétés entretiennent une conception culturelle de l'égalité en opposant tradition et modernité (ouverture).

C'est ainsi que dans certains pays africains, la revendication pour le respect de l'identité culturelle et le retour à la religion fait de la question féminine l'enjeu principal. Lors de la

62^{ème} Commission de la condition de la femme (CSW) tenue en Mars 2018 à New-York, des pays ont émis des réserves sur les terminologies utilisées dans le document telles que la santé sexuelle et les droits à la reproduction dits termes « polémiques ». Des pays comme le Soudan ont fait remarquer que des questions énoncées dans les projets de conclusions concertées vont à l'encontre du cadre législatif de certains pays tandis que la Mauritanie a indiqué que l'usage de ces termes fait une entrave à la charia.

L'exercice de la citoyenneté des femmes dans un contexte universitaire : des défis encore à relever¹

Une étude empirique menée sur les perceptions et représentation de l'égalité de genre chez les jeunes universitaires a mis en exergue les univers sociaux qui produisent et reproduisent les inégalités de genre et, par voie de conséquence, freinent la participation citoyenne des femmes à la vie publique et privée.

La famille, lieu par excellence de la première socialisation, inculque un certain nombre de valeurs et une identité sociale et forge le construit social. L'Université devient ensuite et de facto une autre famille, nourrie par la première famille biologique et sociale, puis le milieu professionnel prend le relais. A partir de l'analyse de ces trois opérateurs de socialisation, l'étude montre que malgré les valeurs enseignées par l'Université, les rapports de genre restent, pour l'essentiel, basés sur le patriarcat. Ces rapports, hérités de la socialisation reçue au niveau de la famille, sont ainsi entretenus par une certaine conception de la mixité, de l'occupation de l'espace public et de la citoyenneté. L'accaparement et l'instrumentalisation de la production scientifique, des espaces physiques, de la conservation et de la transmission du savoir ainsi que le dirigisme religieux et associatif à l'Université constituent des menaces graves sur les libertés académiques. En effet, la naissance tous azimuts de mouvements et associations et l'organisation de manifestations d'obédience religieuse et culturelle en contradiction avec les valeurs académiques universelles a fini de convaincre que la menace sur l'équilibre universitaire et les droits des femmes est bien réelle. Ces mouvements sont entrain de définir des orientations à l'Université qui n'ont malheureusement pas d'impacts académiques et déconstruisent parfois toute l'idéologie progressiste de l'égalité de genre. La difficile compréhension et le non-respect des libertés académiques font de l'Université le théâtre d'affrontements, de tensions et de conflits où la violence prime parfois sur la dialectique. Les questions d'égalité de genre sont aussi au cœur de toutes ces turbulences et cela en termes d'occupation équitable de l'espace, d'accès aux opportunités de formation et d'avancements, d'accès aux postes de responsabilités, de mise en place de passerelles entre vie professionnelle et vie familiale, mais également en termes d'expression et d'aspirations à plus de justice sociale.

Une analyse beaucoup plus pointue sur les perceptions et représentations de l'égalité de genre par les étudiants et des étudiantes montre que le concept de mixité et de citoyenneté qui renvoient aussi aux valeurs d'égalité de genre est quelque peu diffus. En effet, on note qu'aussi bien les perceptions et représentations des étudiants et des étudiantes des libertés et mouvements des femmes que les rapports de pouvoirs dans la vie de couple et dans la vie publique sont tous traversés par le patriarcat. Il existe, en trame de fonds, une conviction que la place de la femme est au foyer même si, de par son activité professionnelle, elle peut contribuer aux charges de la famille.

¹ Cf. Odile Ndoumbé Faye. – Les perceptions et représentations de l'égalité de genre chez les jeunes, 2017.

L'espace public reste ainsi toujours fermé aux femmes même si quelques ouvertures sont notées. Le discours global des étudiants et des étudiantes semble accepter le principe de l'égalité mais ils lui trouvent toutefois des garde-fous dès lors qu'il s'agit d'apprécier au cas par cas les « droits » et les supposés « obligations » des femmes. La ligne de démarcation est nette entre l'espace privé et l'espace public d'évolution des hommes et des femmes. Les étudiants et étudiantes qui semblent pourtant mieux éclairés sur les questions de justice sociale ne sont pas totalement acquis à la cause égalitaire. Les arguments religieux adossés à des valeurs culturelles définissent ainsi leurs perceptions et représentations des relations hommes femmes. Sur la question du travail des femmes, et c'est peut-être là où réside le paradoxe, la contribution économique des femmes est bien admise même si elle est considérée comme subsidiaire dans les dépenses de la famille.

L'analyse de l'idéologie de l'égalité de genre chez les jeunes montre qu'il existe un flou entretenu sur les rapports de pouvoir qui sont non seulement en perpétuelles négociations mais évoluent dans un contexte de conflits de genre ouverts ou latents. Le discours progressiste est aujourd'hui contrecarré par une lecture conservatrice des valeurs de la société dont le point de focalisation demeure la femme.

Une rupture est certes nécessaire pour ne pas tomber dans les limites de l'enfermement ni dans les dérives de la globalisation. Il existe encore une forte résistance aux valeurs universelle d'égalité femme – homme. C'est ainsi qu'au Sénégal, la loi sur la parité a été vite rattrapée par un rappel à l'ordre de communautés religieuses ou culturelles fondé sur la nécessité de conserver intact le socle sur lequel est bâti la société sénégalaise que sont la culture arabo-musulmane et la culture judéo-chrétienne.

Il faudrait certainement questionner les sociabilités qui sont un ensemble d'aptitudes d'un individu ou d'un groupe d'individus à vivre en société par l'échange et le respect mutuel excluant de fait la soumission, la violence et la domination pour construire une nouvelle citoyenneté des femmes aussi bien dans l'espace privé que dans l'espace public.

Loin d'avoir réglée la complexité de la citoyenneté des femmes, surtout dans un contexte culturel fortement marqué par le patriarcat, cet article se veut juste une modeste contribution à un questionnement identitaire que doit faire l'Afrique pour réconcilier ses valeurs culturelles et ses ambitions universalistes d'égalité de genre dans un monde en pleine crise idéologique et exposé à la menace fondamentaliste.